

L'Alsace forge sa nouvelle signature

Une marque régionale peut-elle fournir du carburant économique aux entreprises du territoire concerné ? L'Alsace s'est beaucoup interrogée sur la question. Un nouveau signe global de qualité est sur le point d'être lancé.

« Made in Alsace », « Alsace Design », « Spirit of Alsace »... Il y aurait bien des manières d'imaginer un signe ou une marque capable de mettre en avant et de participer à la promotion des produits et services de la région en les rendant plus attractifs aux yeux d'un large public de consommateurs ou d'industriels.

De multiples signes de qualité ou d'origine existent déjà, que ce soit dans le domaine alimentaire, touristique ou industriel. Leur abondance, et parfois leur instabilité, n'est pas sans poser problème, en particulier aux consommateurs un peu perdus dans toutes ces bonnes intentions. Comment faire mieux, au service d'un territoire, de son économie et, finalement, de l'emploi ?

Signature dévoilée le 7 octobre

Cette préoccupation n'est pas nouvelle en Alsace. Mais elle est sur le point de franchir un pas significatif sous l'impulsion du conseil régional. La collectivité a en effet confié à l'association Alsace Qualité, que préside Jean-François Vierling, la tâche d'élaborer une stratégie complètement nouvelle. Pour l'instant confidentielle, cette démarche sera proposée dans quelques jours aux acteurs économiques régionaux, afin qu'ils en débattent et qu'ils l'enrichissent.

Le projet sera ainsi dévoilé le 7 octobre à Strasbourg, au cours d'un forum des entreprises intéressées, avec cinq ateliers. Les participants découvriront « L'art et la manière », une nouvelle approche fédératrice du « Made in Alsace ».

La nouvelle signature alsacienne va en effet beaucoup plus loin qu'un simple signe d'origine. Elle propose une nouvelle approche de l'identité productive alsacienne. Comme toute économie développée, l'Alsace incorpore dans ses produits une part importante de matières premières ou de composants venus d'ailleurs.

Qu'est-ce qu'un produit régional ?

Que seraient le foie gras, le munster, la charcuterie alsacienne, pour ne citer que quelques exemples emblématiques, sans la maîtrise d'approvisionnements extérieurs ? Mais, inversement, que seraient les cotonnades brutes sans le savoir-faire des ennoblisseurs et imprimeurs textile d'Alsace, et toute la mémoire créatrice

qui s'y rapporte ? Plus ouverte et internationalisée qu'aucune autre région française, l'Alsace est condamnée à réinventer son identité économique au rythme de la mondialisation.

Adrien Zeller, le président du conseil régional, a été très précis dans sa lettre de mission. Pas question de créer une usine à gaz, des contraintes supplémentaires ou des coûts mal maîtrisés pour les entreprises : « L'objectif principal est d'augmenter les productions globales de l'Alsace. En ce qui concerne les audits, attention à ne pas empiler les coûts mais utiliser ce qui existe déjà », a-t-il demandé au cours d'une réunion de travail.

Éthique et développement durable

Pour Jean-François Vierling, exploitant agricole et président d'Alsace Qualité, la nouvelle signature régionale doit évidemment susciter l'adhésion à une démarche fédératrice. Elle englobera toutes les activités créant de la valeur ajoutée en Alsace. Sa charte prévoit un engagement dans la qualité des produits, le respect de la réglementation, le respect de l'environnement, l'éthique professionnelle.

Pour la première fois, la notion de développement durable est incorporée dès le départ dans la réflexion de manière explicite. Autrement dit, « un développement économique identitaire basé sur la loyauté, l'authenticité et le maintien des savoir-faire régionaux », selon le préambule de la charte. En principe, les entreprises pourront y adhérer globalement ou pour leurs produits.

Inutile de préciser que cette proposition extrêmement forte n'emporte pas le quitus unanime des différents acteurs. L'industrie, la grande distribution, les services, les métiers, le commerce, les consommateurs n'ont évidemment pas sur tous les sujets des points de vue convergents. C'est le moins qu'on puisse dire. Les promoteurs de la nouvelle signature refusent toutefois un arbitrage « a minima », préconisant au contraire un véritable engagement des acteurs économiques.

A l'heure où la région est secouée très durement par une crise structurelle grave, le forum « Signé Alsace » est une des composantes de la réponse politique.

Antoine Latham

 Envoyer à ...